

Ruées sur le Nutella à prix cassé : qui sont les auteurs de troubles ?

J'ai vu passer sur les réseaux sociaux des points de vue très différents sur un phénomène, dont les grands médias raffolent, de ruées et de bousculades pour bénéficier de prix cassés sur des produits offerts en nombre très limité, en l'occurrence des pots de 950 grammes de Nutella à 1,41€ au lieu de 4,50€. La télé nous en abreuve à chaque début des périodes de soldes. Nul doute que sans ces grands médias avides de "coups" aussi éphémères que futiles, mais pouvant faire une petite audience d'un soir, personne ne s'y serait intéressé, et moi non plus.

Mais ce petit phénomène est malgré tout révélateur de ce que le néolibéralisme, comme règne des marchés dérégulés, peut produire comme comportements d'achat impulsifs. La grande jungle des marchés mondiaux n'est pas pour rien dans les petites rixes des supermarchés locaux. Sur les premiers, les requins qui se disputent pour gagner des parts. Sur les seconds, des petits poissons qui jouent des coudes pour gagner des pots.

Ce n'est pas exactement cette analogie qu'ont pratiquée certains commentateurs spontanés, y compris sur mon propre réseau où l'on trouve pourtant une majorité de militants associatifs ou politiques, de gauche et écologistes, ou de personnes pas très loin de ce cercle. C'est plutôt ceci : décidément, "les gens" sont fous, "ils préfèrent se battre pour un pot de Nutella que contre les ordonnances Macron", "quel monde de connards !", j'en passe et des pires. Ces censeurs, sans nul doute, ne se livrent pas à de telles pratiques, surtout pour du Nutella dont beaucoup connaissent les effets sanitaires, sociaux et environnementaux très négatifs. Mais selon moi leur réaction en reste à la surface des choses.

Loin de moi l'idée de défendre des comportements de bousculade ou d'empoignade pour du Nutella ou pour autre chose. Mais on peut tenter de comprendre ce qui produit cela, en faisant d'abord l'hypothèse que *des structures sociales et des pouvoirs économiques sont les principaux "pousse à l'achat" et "pousse-toi de là que je prenne le pot"*, donc les plus gros auteurs de trouble. Ils sont à l'addiction à la consommation frénétique (d'une partie) des "gens" ce que les dealers sont aux drogues dures. Et pour parvenir à leurs fins, en résumé la valeur pour l'actionnaire, ils disposent, du côté des consommateurs, de *deux armes de persuasion massive* qui sont, d'une part, la publicité et le marketing (en gros 600 milliards de dollars de dépenses annuelles dans le monde), via des médias qu'ils détiennent directement ou indirectement, et le crédit à la consommation. S'y ajoute une pléiade de techniques de "pousse-aux-ventes à tout prix" dont font partie, justement, des soldes bien médiatisées, la folie des achats de fin d'année, la fête des mères, des pères et d'autres fêtes consuméristes, Halloween, la Saint Valentin, le rôle des marques, plus récemment le "black friday", et j'en oublie.

Pour le Nutella et d'autres produits de grande consommation alimentaire, les plus gros dealers de consumérisme sont les multinationales de la grande distribution, de l'agro-alimentaire et de l'agriculture.

Reprocher à certains ou certaines de succomber par moments à cette pression tous azimuts de type systémique, c'est bien gentil, mais qui n'y a JAMAIS succombé, pour lui-même ou pour ses enfants ou petits-enfants ? Pas moi en tout cas. "Les gens" qui y succombent sont victimes plus qu'acteurs de ce que John Kenneth Galbraith nommait "la filière inversée" (le système des grandes entreprises visant à "produire le consommateur" dont il a besoin pour absorber une production croissante de n'importe quoi).

➤ voir mon billet de février 2009 "Pousser les ménages à acheter" <https://blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2009/02/17/pousser-les-menages-a-acheter>.

Mais ce n'est pas tout. L'oligarchie est certes d'abord constituée des super dealers que sont les multinationales et la finance, mais ses fondés de pouvoir dans les institutions publiques sont les plus hauts responsables politiques. Pas tous, mais certains, et nombreux. Ceux qui, entre autres, peuvent amplifier les inégalités de revenu et la pauvreté. Par exemple via une fiscalité qui privilégie les riches contre les pauvres, et via l'appauvrissement des services publics. Car la fiscalité, si elle est progressive, et les services publics gratuits ou à des tarifs très abordables, sont deux des grands réducteurs d'inégalités de revenus, avec bien entendu les prestations sociales, si elles ne sont pas réduites à une peau de chagrin, et avec des mesures qui seraient nécessaires pour limiter les écarts de salaires entre les plus hauts et les plus bas.

Or la dernière période, y compris les derniers mois, ont vu une offensive de grande ampleur de l'oligarchie et de la *macronarchie* contre les plus modestes, les plus précaires, contre les services publics, contre la fiscalité progressive, contre les prestations sociales et, en préparation, contre le SMIC. Le nombre de pauvres au sens officiel a progressé d'un million en dix ans.

Il ne s'agit pas de dire que "les pauvres" sont les seuls à participer, pour certains d'entre eux, à la ruée sur les soldes. Ce serait faux. Mais l'incitation à gagner plus de 3 euros sur un pot de *Nutella* est malgré tout autrement plus forte chez ceux qui doivent compter le moindre euro, ou à qui on vient d'enlever 5 euros d'APL par mois, que chez la plupart de ceux qui les critiquent en oubliant d'incriminer les dealers et les requins.

Enfin, plus généralement, il nous faut réfléchir à la critique "écolo" de ces comportements. Car cela va bien au-delà du pot de *Nutella*. La plupart des ménages à bas niveau de vie ne peuvent tout simplement pas être écolo, manger bio, se payer un véhicule peu polluant, habiter un logement à énergie positive, etc. Il existe des exceptions, mais elles sont rares. Dans une enquête sociologique qui date de quelques années, une femme qui élevait seule ses enfants avec un très bas salaire disait :

"ce qui me fait le plus mal au cœur, c'est de ne même pas pouvoir emmener de temps en temps mes enfants au McDo"...

Il faut réfléchir à tout cela.

Les comportements de ruée sur des soldes et plus généralement de consommation de produits nocifs pour la santé, pour l'environnement et même pour l'emploi ne peuvent pas reculer de façon significative sans combattre d'une part le pouvoir économique des multinationales et de la finance, d'autre part les politiques de l'oligarchie qui creusent les inégalités de revenu et de richesse et refusent de s'en prendre à des inégalités salariales gigantesques. On peut se donner bonne conscience en critiquant "les gens" qui ne se comportent pas comme "nous", mais c'est une analyse superficielle du consumérisme et de ses agents, et c'est politiquement improductif.